*Questions orales***LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE**

CANADAIR—LA DÉCLARATION D'UN EX-MINISTRE À PROPOS DU FINANCEMENT DU PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE L'AVION D'AFFAIRES

L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria): Madame le Président, j'aurais voulu poser ma question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, mais, comme il est absent, je la poserai au ministre de l'Industrie et du Commerce.

Pour situer le fiasco Canadair et ses causes dans la bonne perspective, le ministre pourrait-il dire à la Chambre ce que voulait dire l'ex-ministre de l'Industrie et du Commerce lorsqu'il a déclaré, comme en témoigne le hansard du 18 octobre 1976 à la page 142, au sujet de ce que l'on appelait alors le projet de l'avion à réaction Lear:

Nous n'avons pas encore pris de décision relativement à ce projet qui semble extrêmement intéressant et n'exige pas une intervention financière directe par le gouvernement.

Le ministre pourrait-il expliquer cette fausse représentation flagrante à la Chambre?

[Français]

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre du Revenu national): Madame le Président, à mon avis, le député devrait lire attentivement le rapport qui a été remis hier par le ministre responsable de ce dossier aux membres du Comité, lequel est disponible à tous les députés. De plus, je ne vois pas en quoi tenter de mettre en contradiction des réponses les unes par rapport aux autres éclaire le dossier qui nous occupe actuellement.

[Traduction]

L'EXAGÉRATION DANS LA PRÉVISION DES VENTES DU CHALLENGER

L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse aussi au ministre. En 1977, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, qui était alors ministre de l'Industrie et du Commerce, a dit au sujet du projet de construction de l'appareil Lear, comme en témoigne le hansard:

D'aucuns semblaient croire que je prenais un risque en le faisant. Je me souviens avoir répondu aux questions qu'on me posait à la Chambre que les chances étaient assez bonnes et qu'à mon avis, nous pouvions fort bien en vendre 25, 26 ou 27. Il me fait plaisir de vous apprendre aujourd'hui qu'à la date d'hier, nous avons passé 65 contrats et comptons en signer dix autres incessamment. La commercialisation s'est révélée tellement efficace que nous comptons en vendre au moins 125 d'ici la fin de l'année. Voilà où nous en sommes, monsieur le Président. Voilà ce que nous avons fait au cours des deux derniers mois. J'aimerais bien que l'opposition ouvre les yeux de temps à autre.

Puisque l'ex-ministre de l'Industrie et du Commerce exagérait alors la portée du programme, le ministre conviendra-t-il que l'ex-ministre devrait assumer une part de responsabilité pour ce gouffre financier sans précédent?

[Français]

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre du Revenu national): Madame le Président en réponse, tout à l'heure, à une question

posée par l'honorable député, j'indiquais que le gouvernement s'était engagé avec enthousiasme en ce qui a trait au programme relatif au *Challenger*, et qu'il appuyait toujours le programme de développement de mise en marché de cet avion. Il est bien évident que des perspectives de mise en marché et de vente, à un point donné, peuvent être révisées à partir de plusieurs conditions qui vont changer dans le rapport qui a été déposé hier par le ministre responsable. De plus, on s'aperçoit que de nombreuses conditions ont changé tout au long du programme, allant des conditions de marché aux livraisons des moteurs destinés à l'appareil, de telle sorte que les prévisions qui avaient été faites se sont avérées pas tout à fait exactes. Ces révisions sont maintenant corrigées. Le plan de développement commercial de la société Canadair est basé sur de nouvelles prévisions, et nous espérons qu'elles seront positives.

* * *

[Traduction]

LA SÉCURITÉ AÉRIENNE

ON DEMANDE QU'IL SOIT INTERDIT DE FUMER SUR LES VOLS D'AIR CANADA

M. Gilbert Parent (Welland): Madame le Président, je voudrais m'adresser au ministre des Transports. Après la tragédie qui a forcé un avion d'Air Canada à atterrir à Cincinnati, et à la suite des propos que mon collègue d'en face vient de tenir, le ministre serait-il disposé à interdire de fumer sur les vols d'Air Canada? Du moins, songerait-il à interdire de fumer sur tous les vols qui durent moins de deux heures? J'imagine que les fumeurs pourraient se priver pendant quelques heures pour assurer la sécurité des Canadiens.

• (1450)

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, à ma connaissance, cette question n'a pas encore été mise à l'étude. Fumer est encore de mise au Canada, à tort ou à raison.

M. Hnatyshyn: Tout dépend de ce qu'on fume.

M. Pepin: Dans les avions, il y a des sections réservées aux fumeurs et d'autres aux non-fumeurs. Il y a des règlements sur les précautions à prendre à bord, notamment dans les toilettes. Il y a aussi toutes sortes de règlements relatifs aux extincteurs, aux détecteurs, et ainsi de suite. Ces règlements sont appliqués. Chacun sait, pour l'avoir lu dans les journaux, qu'on ignore encore la cause véritable de l'écrasement de ce DC-9. Il vaut mieux que nous attendions d'avoir reçu le rapport.

Étant donné l'intérêt de la question, je songe à proposer au comité des transports, quand l'affaire aura été tirée au clair, de convoquer une réunion à laquelle des experts viendraient expliquer aux députés ce qui s'est passé.